

Souvenirs 1939-1944

**Madeleine Meyer
(Madeleine Kahn)**

1 Introduction

La guerre, qui a transformé tant d'existences, obligea la jeune étudiante licenciée de philosophie et bien rangée que j'étais à abandonner ses études pour l'école de la vie.

Ce n'est pas mon histoire que je veux raconter ici, mais seulement quelques événements dont je fus le témoin et qui méritent, me semble-t-il, de ne pas être oubliés.

La destinée m'a conduite d'abord dans une administration bien particulière, le Ministère de l'Armement ; elle m'a fait vivre, comme à beaucoup, le déplorable exode des Français du nord ; j'ai connu ensuite le retour dans Paris occupé, les silhouettes vertes qui souillaient notre capitale, les privations, les lois de plus en plus restrictives, la ségrégation raciale et son cortège d'humiliations, les premières disparitions non plus au front mais dans la rue même ; j'ai subi le couvre-feu, le port de l'étoile jaune, les interdictions de travail, les amis qui vous lâchent, mais aussi ceux qui restent fidèles...

Après un passage mouvementé et souvent dramatique de la ligne de démarcation, j'ai cru un moment à la liberté retrouvée, jusqu'à ce que je travaille dans deux univers concentrationnaires, les camps de Rivesaltes et de Montgrand. Puis dans l'Isère, pendant deux ans, cela a été la course de vitesse avec les Allemands pour arriver à leur soustraire les enfants menacés.

Mais j'ai connu aussi, ensuite, une région de France plus étonnante où l'on aurait pu croire oubliée la guerre.

Je relaterai seulement une partie de ce que j'ai vu, en témoin, le plus simplement et le plus véridiquement possible. J'ai souvent oublié, malheureusement, le nom de ceux qui m'ont aidée ; je ne dirai pas toujours celui de ceux qui ont fait le mal.

Au lecteur de saisir que les événements cités représentent l'histoire profonde des hommes, leurs palpitations, leurs souffrances, ce que la grande *Histoire* ne fait pas toujours sentir.

Les grands moments de l'*Histoire* sont décrits ou racontés par d'autres. Il y a des historiens, des cinéastes, des romanciers pour cela. Les chroniqueurs font revivre de leur mieux les modestes braves gens qui ont aidé de leur mieux les réprouvés à supporter la vie trop dure, qui ont refusé, clandestinement ou non, les diktats de Hitler et de Pétain, ceux qui ont caché les résistants et les Juifs – mais aussi les salauds, les dénonciateurs qui pour leur prendre leur appartement ou leurs biens profitèrent de la faiblesse des proscrits et s'enrichirent à leur dépens, en les envoyant en enfer.

Je t'en prie, lecteur, n'aborde pas la lecture de ces témoignages avec des préjugés ou un esprit négateur. Sinon, éloigne-toi.

2 Le Ministère de l'Armement et la drôle de guerre

Octobre 1939 – juin 1940

Le Ministère de l'Armement siégeait Avenue Kléber, là où se trouve aujourd'hui le Ministère de l'Intérieur. Le Ministère de la Guerre, lui, se trouvait logé Avenue des Champs-Élysées, dans les locaux de l'ancien Hôtel Claridge.

On se souvient que Raoul Dautry était Ministre de l'Armement pendant la « drôle de guerre ». J'ai travaillé là du 30 octobre 1939 au mois de juin 1940, quand l'exode et la défaite ont désorganisé puis supprimé les services. J'avais sollicité un poste à l'Education Nationale, mais ma nomination tardant trop (elle est arrivée au bout de trois mois) je recherchai du travail tout en continuant mes études. Des affiches apposées sur les murs de notre vieille Sorbonne offraient avec insistance des postes dans différents services du Ministère de l'Armement. Comme d'autres camarades je m'inscrivis et fus facilement recrutée. Une de mes amies, pharmacienne, se vit attribuer une tâche éminemment patriotique consistant à commander et à régler des achats de bouteilles utilisées dans les services de l'Armement. Quant à moi, littéraire, je fus engagée dans le service du Colonel Revenusso et de son adjoint Donzelot.

Avant de préciser mes fonctions il convient de rappeler que le Ministère de l'Armement avait pour mission de gérer les usines de l'Armement, réparties à travers la France, et dont j'ai oublié la liste d'ailleurs fort longue.

J'ai oublié aussi le nom de mon service. Sis au quatrième étage de l'hôtel (ce qui a son importance comme on le verra plus loin), il était chargé de répondre aux nombreuses lettres de sollicitation ou de réclamation adressées au ministre par les personnels des susdites usines. Beaucoup étaient du type suivant : « Mon masque à gaz est lourd et encombrant ; il me gêne car j'ai un long trajet de mon domicile à l'usine. Je sollicite donc l'autorisation de ne pas m'en charger tous les jours ». D'autres demandaient l'octroi d'une prime. D'autres encore se plaignaient d'une sanction. Certaines émanaient de ministres ou de personnages influents, intervenant pour obtenir un avantage ou un changement d'affectation pour un de leurs protégés.

Pour y répondre, l'initiative ou la référence au Code du Travail étaient exclues. La règle absolue consistait à rechercher dans les archives les lettres précédentes traitant du même sujet et de les reproduire sans variantes, puisqu'elles avaient fait leurs preuves.

La lettre rédigée était examinée d'un oeil critique d'abord par M. Donzelot, puis par le Colonel Revenusso, avant d'être tapée par l'une des trois secrétaires, fort jolies, du service. Puis elle descendait à l'étage inférieur ; là, même examen critique. Si elle ne satisfaisait point, elle remontait d'un étage ; sinon, elle descendait au contraire d'un étage. Là, même scénario. En fin de compte, elle arrivait dans le service du ministre qui pouvait à son gré la laisser partir ou la faire remonter à son point de départ.

Quand j'arrivai dans ce service je me trouvai très handicapée dès le départ. J'ignorais tout du monde du travail, de la vie dans une administration. J'étais la seule licenciée au milieu d'agents formés sur le tas, habituée à la routine. J'en savais moins qu'eux, j'étais plus jeune, et pourtant j'étais mieux payée.

Vu ma naïveté et mon inexpérience, on craignait (à juste titre, comme on le vit aussitôt) mes bourdes, et l'on ne savait pas trop quoi me donner à faire.

On commença donc à me mettre entre les mains un bouquin de droit ou plutôt, comme je le trouvais par hasard en cherchant à m'occuper, je me mis à l'étudier pendant des jours et des jours. Le résultat fut que j'appris beaucoup de choses qui me furent fort utiles dans ma vie ultérieure, mais cela ne me servit guère dans mes fonctions.

Le premier travail pour une rédactrice, on l'a vu, était de fouiller dans les archives des réponses types. C'était si mécanique qu'il m'est arrivé, oh ! honte !, d'oublier de changer la date de mon modèle pour actualiser ma réponse. De caractère indiscipliné, je n'étais guère appréciée de ces vieilles badernes, habillées de costumes militaires, qui nous dirigeaient. Le Colonel Revenusso appréciait mieux les jolies secrétaires, elles-mêmes plus désireuses d'obtenir ses faveurs que de travailler. Donzelot, qui avait dû être un adjudant assez primaire, ne comprenait rien aux questions que je posais et se demandait non sans raison à quoi je pouvais servir. La guerre préoccupait assez peu ces militaires.

Comme j'étais « littéraire », on m'a, un jour, demandé de rédiger un appel persuasif aux ouvriers des usines pour leur démontrer l'importance patriotique de porter journallement son masque à gaz. J'ai pondu un manifeste très patriotique, très lyrique, très vibrant, mais fort différent de l'injonction brève et autoritaire que les autorités lui ont (à juste titre) préférée.

Une autre fois, il s'agissait de choisir des « affectés spéciaux » parmi de nombreux postulants. Ces affectés spéciaux étaient des gens de toutes conditions et de toutes professions que l'on recrutait pour différents services du Ministère, et sans doute pour d'autres administrations ; par conséquent, ils ne portaient pas au front. D'où l'attrait que cela pouvait représenter pour certains. Il fallait organiser un concours. On s'était adressée à moi, rédactrice licenciée d'enseignement, futur

professeur avec, comme toujours, un brin d'ironie. Je ne me souviens plus, malheureusement, du sujet de la rédaction, ni du nombre des heureux gagnants, mais seulement d'avoir bien ri à la lecture de la narration d'un coureur cycliste très désireux de ne pas courir à la guerre.

Le personnel masculin du Ministère était assimilé à un personnel militaire et chacun avait un grade, général, sergent ou simple soldat. Certains avaient sans doute connu la vie militaire, comme Donzelot qui avait obtenu son grade à la suite d'une grave blessure reçue à la guerre de 14-18, qui l'avait laissé claudicant. Mais beaucoup n'étaient dans le fond que de simples fonctionnaires. Avec le titre et la solde ils jouissaient de nombreux avantages inaccessibles au personnel civil, presque entièrement féminin. Ainsi Revenusso et Donzelot avaient-ils droit à une permission de huit jours tous les trois mois, et surtout à l'accès à une cantine militaire, d'où ils ressortaient les bras chargés de denrées introuvables pour nous civils, chocolat, sucre, pâtes, café, huile, qu'ils achetaient à tarif réduit et qui nous faisaient saliver d'envie.

Quand il fut question en mai et en juin 1940 d'un repli du Ministère au Mont Dore (ou peut-être à La Bourboule) avec toutes les précieuses archives, les officiers savaient qu'ils voyageraient en première classe et jouiraient d'une chambre individuelle dans un hôtel réquisitionné à leur arrivée. Les soldats et le menu personnel civil non diplômé voyageraient en seconde classe. Il paraît qu'en tant que rédactrice j'aurais eu droit, si j'avais suivi, à être assimilée à un sous-lieutenant et aurais donc bénéficié d'un voyage en première classe et d'une chambre individuelle !

Les événements m'ont privée d'un tel privilège. Ces préparatifs de repli se jouaient en mai 1940, au moment des désastres de notre armée, au moment de l'arrivée par milliers de réfugiés venant de Belgique, que les sociétés caritatives aidées par les Scouts accueillaient chaque nuit dans des stades, comme le gymnase de la rue Huyghens à Pairs, où vieillards, femmes, enfants couchaient à même le sol, pour repartir le lendemain vers le sud, avec dans les mains un biberon ou un paquet de biscuits.

Pour en revenir au Ministère, le travail s'est poursuivi jusqu'au 16 juin. L'horaire de travail, quels que fussent les événements, ne variait pas. Les bureaux devaient être occupés tous les jours de 8 heures à 17 heures, même le dimanche. Seules les heures dominicales étaient récupérables. En arrivant le matin, on voyait fréquemment Monsieur Raoul Dautry surveiller l'entrée des personnels, vérifiant lui-même les retards de quelques minutes.

Comment ne pas gagner une guerre avec une telle organisation !

3 Rivesaltes : un camp en zone sud

Eté 1942

Recherchée à Paris pour des actions clandestines, je suis partie en zone sud, plus précisément à Lyon où j'avais de la famille et avec l'espoir de trouver du travail. Par l'intermédiaire d'un ami, ancien éclaireur, déjà préoccupé de résistance, que je rencontrai dans la rue, je fus recrutée par une oeuvre juive, l'OSE (Oeuvre de Secours aux Enfants).

Je fus envoyée immédiatement au camp de Rivesaltes. En zone sud, les Juifs français étaient déjà privés de certains droits mais n'étaient pas encore menacés dans leur liberté comme en zone occupée. On avait donné l'autorisation aux représentants des oeuvres juives, comme à d'autres sociétés caritatives, de pénétrer dans les camps où leurs frères d'origine étrangère étaient déjà parqués. A Rivesaltes, justement, beaucoup de ceux-ci venaient d'arriver de Belgique et, fuyant les Allemands, cherchaient refuge dans les campagnes françaises où les gendarmes avaient eu ordre de les ramasser pour les diriger vers Gurs ou Rivesaltes.

J'ai lu quelque part que les intellectuels chinois déportés dans les rizières écrivaient à Mao Zedong pour le remercier de les avoir délivrés de leur intelligence et de leur écriture. Je ne crois pas que nos internés seraient parvenus à remercier Hitler d'avoir tout fait pour leur ôter leur dignité d'hommes et les avoir transformés en loques humaines. Lors d'une enquête que je fis à la Libération à l'hôtel Lutétia et aussi à leurs domiciles auprès des rescapés des camps, je n'ai vu que des êtres impossibles à décrire, des bâtons vivants dont seuls les yeux rappelaient qu'il s'agissait d'êtres humains, et de la bouche desquels sortaient des récits d'horreurs, hallucinants, dépassant tout ce qui a été écrit depuis.

Mais Rivesaltes n'était pas Auschwitz, ni même Drancy, cette caserne de sinistre mémoire. Les gendarmes de Pétain étaient en retard sur leurs modèles allemands. Certains n'étaient que des gardiens indifférents, d'autres étaient capables d'accomplir l'odieuse mission de rechercher des bambins là où les parents les avaient laissés et de les ramener au camp pour les réunir à leur père et à leur mère, et je les revois portant chacun sur une épaule le bébé ou l'enfant qui ne

marchait pas assez vite. D'autres étaient capables de nous menacer de leur baïonnette, mais d'autres encore, sans se faire voir, osaient prêter la main aux infirmières, portant un moment un ballot trop lourd, ou même embarquant un enfant qu'ils essaieraient de confier à leurs épouses ou à leurs mères. Que le souvenir de ces derniers subsiste dans nos mémoires.

Quand je suis arrivée au camp, c'est une vision d'horreur qui s'offrit à mes yeux. Je n'ai gardé aucun souvenir ni des bruits, ni des sons, ni des appels des haut-parleurs, mais seulement des images visuelles. Je revois les rangées de baraquements dans un immense parc dévoré de soleil et desséché par le vent du pays catalan, des rangées de baraquements comme dans tous les camps du monde, sans doute, avec des paillasses à l'intérieur, et sur le sol des paquets ouverts contenant d'humbles objets et de pauvres vêtements chiffonnés. Entre ces baraques, des latrines, c'est-à-dire des trous creusés dans le sol, et que j'ai toujours connues bouchées. L'eau était rare pour la boisson comme pour la toilette. Je n'insiste pas sur les odeurs ni sur les mouches qui tournoyaient. Des silhouettes circulaient dans cet univers désolé et aride, des silhouettes sombres qui étaient des hommes, des femmes, des enfants, des silhouettes blanches qui étaient celles des messagers et messagères des Quakers, de la Cimade, du secours suisse, de l'OSE. Leur présence voulait faire comprendre que le monde extérieur n'oubliait pas tout à fait les réprouvés, mais cette présence même avait quelque chose de furtif, d'insolite comme si elle craignait de cautionner tant soit peu cet emprisonnement. Et pourtant combien les soins, les paroles, les médicaments qu'apportaient ces travailleurs étaient indispensables à la survie. Ils essayaient de créer un semblant d'organisation : ici, dans cette baraque, un jardin d'enfants dont l'infirmier, peut-être ancien médecin dans son pays d'origine, essaierait avec quelques rares médicaments d'écarter les impetigos, les poux, les angines ; là une école dont la maîtresse avait autrefois enseigné dans un lycée, ou même une université.

Les distributions de lait concentré, de biscuits vitaminés arrivés de Suisse palliaient un peu l'insuffisance de la nourriture fournie par la direction française du camp. Je revois les longues queues qui se formaient en plein air aux heures de repas ou de distributions d'aliments, de vêtements sous un soleil d'été brûlant.

Parmi ces messagers de l'extérieur, je veux rappeler l'admirable travail de la Cimade, et aussi je veux évoquer les efforts de l'OSE, et tout particulièrement de l'animatrice avec qui j'étais arrivée. Je nous revois portant des ballots de vêtements à distribuer, marchant toutes deux pieds nus, nos pieds enflés ne supportant plus nos chaussures. Andrée Salomon, cette animatrice, était partout où l'on avait besoin d'aide, d'une parole de réconfort. Elle saisissait un enfant dans les bras, et celui-ci souriait, cessant de pleurer de faim. Je revois cette jeune femme d'une quarantaine d'années, aux yeux de braise, à la couronne de cheveux noirs sur la tête, impétueuse impulsive, désordonnée, et faiseuse de miracles. C'est elle qui installait, dans le camion qui sortait du camp chaque jour pour son ravitaillement, une femme qu'elle faisait passer pour une employée, c'est elle qui usant de son

charme auprès du chef de camp obtenait la libération d'un groupe d'enfants, puis d'un autre. C'est avec l'un de ces groupes que je quittai moi-même le camp après le premier départ d'internés pour Drancy.

Sinistre souvenir, insoutenable souvenir que celui de ces wagons garés à l'entrée du camp. Je ne revois pas les rails et ignore comment ils étaient disposés, mais je revois les wagons avec les gens dedans. Les internés avaient tous été rassemblés auparavant sur les maigres pelouses ou à même le sable. Et le matin le tri et les appels avaient commencé. Ils ont duré jusqu'à la soirée. Nous étions là, surtout des femmes, une dizaine peut-être à nous sentir impuissantes devant le spectacle de ces gens ignorant quel serait leur sort. Il y eut des crises d'hystérie, de nombreuses insolation, des évanouissements, mais le tri et les appels se poursuivaient et un certain nombre d'hommes, de femmes et d'enfants furent enfournés via Drancy. Je ne sais pas comment nous avons osé distribuer des raisins aux « voyageurs » avant leur départ. Ce premier départ pour Drancy fut suivi par beaucoup d'autres jusqu'à l'extinction du camp. Je ne les vis pas, car je ne pouvais plus supporter la passivité et voulus commencer le travail de sauvetage dont le plan se préparait dans toute la zone sud.

Mais en premier lieu j'emmenai un groupe d'enfants dont Andrée venait d'obtenir la libération. J'avais la responsabilité d'une trentaine d'enfants. Ma première étape fut Perpignan, ville toute proche de Rivesaltes. L'OSE cherchait un lieu d'accueil, car il s'agissait de redonner un peu de santé à ces petits (entre 8 et 15 ans) avant de les regrouper dans un home (les futures planques n'étaient pas encore prêtes). Nous avons donc pendant quelques jours logé dans un hôtel, entassés dans quelques chambres louées avec peine à prix d'or. Nous prenions nos repas dans une soupe populaire de la ville et trouvions moyen de faire des envieux quant nous ajoutions à l'ordinaire, au brouet du matin en particulier, un peu de lait concentré octroyé par la Croix-Rouge suisse.

J'ai gardé un souvenir ému de l'accueil que nous reçûmes ensuite dans cette maison d'enfants de Font-Romeu, dont la directrice avait accepté de prendre en charge nos petits réprouvés. Je me rappelle son étonnement joyeux quand elle regardait ces frimousses blondes ou brunes, jolies ou ingrates, qui ressemblaient aux petits pensionnaires qu'elle avait l'habitude de recevoir, et aux jeux desquels « mes enfants » se mêlaient, parlant avec aisance un français qu'ils avaient appris dès l'enfance, ou même seulement au camp.

4 Un camp : Montgrand

Novembre 1942

En zone sud non occupée on préparait un vaste plan de sauvetage des enfants juifs. Mais avant que le réseau fût prêt, beaucoup d'enfants étaient encore groupés dans des homes dans l'attente d'une meilleure solution, ou encore plus ou moins cachés avec leur famille.

L'OSE organisait également des départs pour les USA. J'ai été chargée au début de novembre 42 d'un convoi d'une trentaine d'enfants qui devaient embarquer à Marseille. Les uns, la moitié environ, venaient du Masgelier, un château situé dans la Creuse, près de Guéret. C'étaient ou des orphelins ou des enfants de milieu modeste dont les parents avaient jugé préférable de se séparer. Les autres, les plus grands, venaient directement de leurs familles. Les enfants du Masgelier étaient partis à peu près sans bagages et sans victuailles, alors que leurs nouveaux camarades emportaient avec eux friandises et gâteries.

Pour les loger avant l'embarquement, la préfecture de Marseille, consentante au départ, avait proposé de les héberger au château de Montgrand. C'était certes une magnifique demeure entourée d'un grand parc et située dans la banlieue de Marseille. Mais... curieuse solution, car ce château servait déjà de lieu d'internement à un groupe de réfugiés, en général âgés, originaires d'Autriche – et bien que nous fussions installés dans un autre corps de bâtiment cela procurait une terrible impression à l'arrivée. Nous étions deux animatrices ; ma collègue, plus âgée et plus expérimentée que moi, était tout d'abord la responsable.

Le destin fit que les Allemands, ne se contentant plus du nord de la France, envahirent la zone sud et arrivèrent en même temps que nous à Marseille. La Préfecture, affolée, décréta alors que notre groupe d'enfants, de nationalité étrangère, n'était plus libre de ses mouvements et les considéra comme des prisonniers qu'il n'était plus question de laisser partir ! Il n'y eut plus, d'ailleurs, de navire pour l'Amérique.

Ma collègue, elle-même d'origine étrangère, quitta rapidement le château. Je restai donc seule. On peut imaginer l'atmosphère des premiers jours, la nervosité et la frayeur des enfants, le manque de confort. Dans ce château dont j'évoque la

masse sombre sans m'en rappeler le style exact, nous disposions de quelques chambres où des lits sommaires étaient entassés, et d'une grande salle très haute de plafond avec des vitraux colorés aux fenêtres, qui ne laissaient guère passer de lumière ; quelques robinets dans une petite pièce attenant permettaient difficilement à trente enfants et une adulte de faire un brin de toilette. La nourriture étaient terriblement insuffisante, et les soupes de rutabagas et de divers légumes nous étaient servies dans les mêmes seaux dont usait le personnel pour lessiver les sols. Le directeur se montrait particulièrement dur et arrogant. On ne voyait pas souvent apparaître sur nos tables les miches de pain que des camions venaient livrer quotidiennement.

Il fallait pourtant s'organiser en attendant une solution. J'ai essayé d'inculquer à mes enfants quelques notions de solidarité, c'est-à-dire de demander aux plus favorisés de partager leurs friandises avec les orphelins moins gâtés, d'obtenir des grandes filles qu'elles prennent en charge les plus petits pour les aider à se laver, à se déshabiller et à se coucher – ce qui n'était pas toujours facile, et les discussions entre nous avaient cela de bon que leur véhémence nous faisaient un moment oublier où nous étions et dans quelles circonstances. Il fallait à tout prix éviter la panique, même pour moi, et utiliser dans une certaine mesure les jeux scouts, les chants, les histoires, les plaisanteries. Ce fut aussi une école de la débrouillardise. Ainsi, l'un des grands garçons avait un réchaud à l'alcool solidifié. Il a donc appris à y faire bouillir, dans un boîte de conserve vide, l'eau nécessaire pour nettoyer les plaies et les impetigos qui commençaient à couvrir les corps.

Le directeur continuait de nous ignorer et ne se montrait jamais. Il ne répondait jamais affirmativement à aucune de nos demandes. Nous étions vraiment internés. Nous avions le droit de nous promener dans le parc, mais deux ou trois tentatives de sortie furent vite prévenues, et nous ne pouvions qu'attendre avec impatience des nouvelles de l'OSE dont nous étions sûrs qu'elle oeuvrait pour nous.

La Résistance, d'ailleurs, se manifestait par une pluie de papillons qui nous tombaient du ciel pendant la nuit, et que les enfants ramassaient avec des rires, heureux d'y lire des slogans prometteurs. Je ne sais s'ils étaient destinés à encourager les internés autrichiens, à faire trembler le directeur et son personnel, et si leurs auteurs connaissaient même notre existence dans ce lieu.

Le directeur attendait passivement des consignes de la Préfecture. Il y avait de fréquents coups de téléphone qui résonnaient le jour et même la nuit. Au bout de quelques jours (je n'ai plus de souvenir de la durée exacte de notre séjour à Montgrand, une dizaine de jours sans doute), l'OSE se manifesta en nous apportant des vivres, toujours le lait concentré suisse, et des couvertures. Cela, le directeur ne pouvait nous empêcher d'en profiter. Les enfants, se sentant moins abandonnés, avaient moins faim et retrouvaient un meilleur moral. Quant à moi, à chaque repas, j'avais le coeur serré : j'observais les vieillards autrichiens qui se tenaient à l'entrée de la pièce qui nous servait de salle à manger (nous y avons une table et des chaises) et qui regardaient avec envie les quelques douceurs, malheureusement en trop petite quantité, dont se régalaient nos enfants.

Et les coups de téléphone se multipliaient, et l'on entendait souvent la voix forte du directeur. Des tractations se poursuivaient, comme je l'ai su après, entre la préfecture qui avait peur et l'OSE qui exigeait la libération de ces enfants tombés dans un traquenard.

Des cas d'angine m'inquiétaient. Je craignais une épidémie de diphtérie, et je séparais comme je pouvais les malades des autres. Ma crainte était injustifiée mais je commençais à perdre courage et voyais des dangers partout. La nuit, surtout celle qui fut la dernière, le téléphone et les discussions ne cessaient plus. Je n'ai jamais su le contenu des discussions Préfecture-OSE-directeur, mais cette dernière nuit me sembla interminable et menaçante.

Et pourtant, dès le matin, le directeur vint m'annoncer que tous les enfants pourraient partir, que des camions de l'OSE allaient arriver incessamment... et ce fut vrai ! Nous avons quitté ce château. Les enfants furent dans l'immédiat accueillis dans des homes, mais la quête de placements sûrs commença et ce fut le début d'un éparpillement monstre des enfants, aventure qui, elle aussi, mérite d'être racontée.

5 Grenoble

Novembre 1942 à février 1944

Grenoble, à la différence de Lyon, de Marseille ou de Rivesaltes, était encore en 1942 sous occupation italienne et semblait toujours, au début de mon arrivée, un lieu privilégié, oublié des dieux de la guerre, où l'on pouvait encore vivre et respirer, où croyaient trouver asile et paix ceux qui fuyaient les Allemands.

J'étais chargée par l'OSE d'assurer les contacts dans les environs de Grenoble avec les familles d'accueil pour les enfants que l'on voulait sortir des zones dangereuses. Il y avait d'une part la surveillance médico-sociale de tous les enfants déjà placés pour lesquels les familles apeurées venaient nous demander aide et conseils, et, d'autre part, ce qui est bientôt devenu notre vrai travail : l'accueil et le « planquage » de ceux dont les familles acceptaient de se séparer pour peu que nous les cachions. Il fallait donc parcourir la montagne, les villages, et jusqu'aux confins de la Drôme, et trouver des fermes, des familles nourricières, des pensionnats susceptibles de recueillir nos fermes jeunes protégés. Ma tâche consistait ensuite à recevoir les enfants, les rassurer, leur expliquer leur nouvelle vie, leur nouveau nom, leur nouveau rôle, puisqu'en même temps on changeait leur état civil et on les installait dans leur foyer d'accueil. Ces rendez-vous se faisaient dans les endroits les plus divers, connus de bouche à oreille par les familles. Un temps on a usé d'un local prêté, mais malgré les précautions, un faux fichier en trompe-l'oeil, cela s'est avéré trop dangereux.

Le danger était partout, d'autant plus que les Italiens, bons enfants, qui nous facilitaient la tâche, furent bientôt relayés par les Allemands eux-mêmes.

Très vite j'ai dû être aidée, car les enfants arrivaient de toute part et l'on n'avait pas toujours une famille d'accueil sous la main. Il fallait donc loger à l'hôtel ou dans notre propre chambre un, deux, trois, jusqu'à six enfants à la fois. Notre rôle n'était pas facile à expliquer à un hôtelier ou à une logeuse, vite méfiants et acariâtres. Aussi me voyais-je souvent chassée de mon logis et à la recherche d'un nouveau, dans Grenoble surpeuplée.

D'autres rencontres avaient lieu dans les cafés et dans les rues retirées. Mais cela devenait de moins en moins facile, même avant l'arrivée des Allemands. La Milice se faufilait partout, composée aussi bien de garçons de treize ou quatorze ans que de malabars. La tension grandissait ; notre travail devenait de plus en plus difficile.

Un jour, je recevais dans ma chambre un enfant et sa mère. Le petit savait qu'on devait l'emmener dans l'après-midi dans sa nouvelle famille. Pleurs, hurlements de l'enfant. Irruption de ma propriétaire et renvoi immédiat, sous le prétexte que je me « livrais à des expériences sur les enfants » !

Une autre fois, logeant dans le même hôtel qu'un ami, résistant et grand fabricant de faux papiers, je dus en même temps que lui vider les lieux : nos chambres sentaient trop l'eau de Javel, et le propriétaire nous regardait d'un drôle d'oeil !

Je me souviens de six petites soeurs que j'ai dû loger chez moi, une nuit, en cachette de ma logeuse, jusqu'à ce qu'une jeune religieuse du couvent Notre-Dame de Sion m'eût tirée d'affaire. Soeur Joséphine avait vingt-cinq ans. Vive, menue, toujours vêtue d'un strict tailleur marine, gaie, rieuse, sentimentale, elle sillonnait la montagne et la plaine afin de nous aider dans nos recherches. Son imagination lui faisait toujours trouver de nouveaux « trucs » pour dissimuler des documents importants ou compromettants. Experte en reliure, seule dans sa cellule, elle excellait à insérer toutes sortes de choses dans les couvertures des livres : papiers d'identité ou fausses cartes d'alimentation qu'elle venait d'obtenir pour nous. Avec mon ami Théo, c'était mon grand pourvoyeur de faux papiers de toutes sortes.

Il y avait d'ailleurs autour de Grenoble de nombreux réseaux clandestins, la plupart juifs, qui luttèrent eux aussi de toutes les manières pour sauver le plus de gens possible. C'est avec beaucoup d'émotion que je repense à la chaude camaraderie qui régnait entre ces groupes les plus divers. Malheureusement beaucoup disparurent au fil des jours. Car les arrestations se multipliaient.

Une fois les enfants casés, un service parallèle prenait le relais. Le réseau Garel, du nom de l'ingénieur qui l'avait imaginé, a vraiment fait un travail formidable. Garel a obtenu la couverture de nombreuses organisations sociales.

Les parents nourriciers n'étaient que rarement mis au courant de l'identité réelle de leurs pupilles. Selon leur personnalité, on choisissait de leur révéler ou non. Il s'agissait le plus souvent de paysans ou de fermiers, à Clelles, à Saint-Martin d'Hères, à Saint-Martin-le-Vinoux, sur les pentes de la Chartreuse, à Sassenage, Uriage, Saint Nizier, La Mûre, Vizille. Tous ces noms de lieux touristiques et enchanteurs évoquent surtout pour moi une maison, un accueil, une conversation avec la maîtresse du lieu, pour lui expliquer ce que je cherche : une famille qui accepterait, moyennant pension, un enfant qui...

Il ne faut pas oublier les pensionnats religieux, ni omettre de rendre hommage à cette jeune supérieure, dont j'ai malheureusement oublié le nom, qui accueillit cordialement et sans arrière-pensées quelques-unes de nos petites filles. Par contre, que de refus de la part des collèges de garçons !

Je veux évoquer également cette mère supérieure, grave et sèche, qui dans un premier temps, après avoir sollicité l'accord de plusieurs supérieurs hiérarchiques et m'avoir fait languir plusieurs jours, accepta enfin de recevoir quatre ou cinq fillettes. J'arrivai avec cinq petites protégées dont les parents venaient d'être arrêtés le matin même, et que la voisine m'avait amenées. Je revois le parloir haut de plafond, le crucifix au mur, le parquet fraîchement ciré et bien brillant, les meubles frottés avec soin, et une petite silhouette brune, toute bouclée, tremblante, l'ainée, qui recule au moment d'entrer et fond en larmes. « *On n'arrive pas en pleurant chez la Sainte Vierge* », a clamé Madame la Supérieure, qui a laissé repartir dans Grenoble mon petit troupeau, sans plus se préoccuper de son sort.

Citons aussi, pour lui rendre hommage, cette famille de Monestier de Clermont, qui évoquait ses ancêtres huguenots persécutés, et s'était arrangée pour faire venir en cachette le rabbin, afin de préparer son petit protégé de treize ans à la Bar-Mitzva (la cérémonie qui correspond à la première communion des Catholiques et à la confirmation des Protestants).

Autre souvenir, celui du jour où m'arriva une fois de plus un groupe d'enfants sans tickets d'alimentation. Comme c'est la fin du mois, je cours à la mairie renouveler ma propre carte, avec l'intention d'en utiliser les tickets pour nourrir les enfants restés à la garde de mon adjointe. En présentant ma carte, horreur !, je laisse tomber plusieurs intercalaires que Théo m'avait remis et que j'avais cachés, un peu précipitamment dans mes papiers.

L'employée qui est devant moi est une résistante, mais je ne l'ai su que plus tard. Croyant à un trafic de cartes au marché noir, elle appelle un policier français qui m'entraîne à travers la ville jusqu'à un poste de police, et je reste seule, toute une journée, devant la porte d'un bureau, ignorant quel allait être mon sort et si je serais livrée aux Allemands, comme c'était souvent le cas. A la fin de la journée, sans que que personne m'eût reçue, le même policier vint m'avertir que j'étais libre...

Tout le monde n'avait pas cette chance. La situation empirait, la terreur régnait, les incendies, les explosions, les attentats se succédaient. Les Résistants harcelaient les Allemands, les Miliciens voulaient en faire autant que les Allemands, et ceux-ci en étaient aux rafles continuelles. Le couvre-feu à 17 heures en semaine, à 15 heures le dimanche, accentuait l'angoisse des gens obligés de rester tapis chez eux, avec la crainte de l'irruption subite de la Gestapo, d'autant plus qu'obligation avait été faite aux propriétaires d'afficher, à l'entrée de chaque immeuble, le nom de tous les locataires. Partout des incendies, des explosions. Mes

deux soeurs avaient eu leur logement détruit, et étaient venues habiter quelque temps avec moi à La Tronche avant de retrouver une chambre, alors que je voulais absolument les tenir à l'écart de mes activités dangereuses.

On apprenait sans cesse de nouvelles arrestations sur la voie publique. De plus, la Gestapo montait dans les logements susceptibles d'héberger des Juifs ou des résistants. Elle n'hésitait pas, quand la mère de famille était descendue chercher de la nourriture, à s'emparer des enfants ou des bébés au berceau restés seuls au logis. Combien d'enfants partirent ainsi, seuls, vers Drancy.

6 Un sauvetage d'enfant

Février 1944

Les quatre-vingts enfants dont j'ai eu la responsabilité sont passés dans le secteur parallèle, le réseau Garel, confiés à ma collègue Fanny, et ont donc tous été sauvés. Pour les deux plus jeunes, toutefois, ce fut dans des circonstances particulièrement dramatiques.

En raison de leur jeune âge (le petit garçon avait dix-huit mois, la petite Corinne un an) et parce qu'on les croyait moins en danger, ils étaient restés à la pouponnière de La Tronche où leurs propres parents les avaient placés avant de nous en confier la responsabilité au moment où eux-mêmes fuyaient les Allemands.

C'était Fanny qui leur avait trouvé des familles d'accueil ; aussi me suis-je présentée ce matin du 5 février 1944 à la pouponnière pour emmener d'abord la petite Corinne. J'arrive en plein drame : trois Allemands, venant de Paris, viennent de passer pour réclamer Corinne et l'amener à Drancy où ses parents viennent d'être internés. Comment ont-ils eu l'adresse de l'enfant ?

Apprenant qu'il s'agissait d'un bébé, les Allemands, avec leur logique, ont prévenu le Directeur qu'ils reviendraient le lendemain matin avec une infirmière.

Le désarroi règne. Le Directeur refuse de me confier Corinne. Je réclame le petit garçon, l'emporte dans mes bras, cours comme une folle, le remets à Fanny et ameute tous les amis. Dans ma chambre nous tenons un véritable conseil de guerre. Il faut faire vite, avant l'arrivée des Allemands. Sur ma table, un vrai bric-à-brac de faussaire : tampons encreurs, papier à décalque et tout un tas d'objets qui vont nous permettre de donner un air officiel au document que nous fabriquons. On utilise une étiquette de colis destiné aux prisonniers de guerre que l'on décalque pour imiter un cachet de la Kommandantur. Le texte rédigé en allemand sur le modèle des avis autoritaires placardés sur les murs de la ville ordonne de livrer l'enfant à l'infirmière qui en est chargée. Renée qui parle allemand et conserve un accent germanique en français se déguise comme elle peut en « Gretchen ». On loue un taxi et Renée se présente donc à la pouponnière comme l'infirmière allemande chargée d'emmener l'enfant.

Pendant ce temps-là, à l'entrée de la pouponnière, je fais le guet. Tout cela s'accomplit à une vitesse folle. Renée monte dans le taxi, amène le bébé à Fanny qui part le mettre en sûreté. Corinne est sauvée. (Après beaucoup d'autres événements dramatiques Corinne s'est mariée et vit aux Etats-Unis, où elle est mère de deux garçons eux-mêmes mariés.)

Les Allemands n'oublièrent pas de revenir avec une vraie infirmière. Furieux d'avoir été floués ils questionnèrent tout le personnel de La Tronche et menèrent une enquête minutieuse pour me retrouver. Une employée donna mon adresse, où je n'étais plus ; ma logeuse en donna d'autres. Les Allemands, ne me retrouvant pas, se vengèrent d'une façon atroce... Quelqu'un donna le nom du commerçant chez qui travaillait ma soeur Simone. Elle était sur le point de quitter Grenoble et avait son billet de train en poche quand les SS arrivèrent pour la cueillir. Interrogée et torturée, elle ne révéla rien de ce qu'elle savait. Bien que ne faisant pas partie de l'OSE, elle en connaissait les acteurs et les rouages.

La Résistance alertée essaya paraît-il de la sauver du train qui l'emmenait vers Drancy. Une erreur d'un jour fit échouer l'entreprise. A plusieurs reprises on crut arriver à la faire évader de Drancy. Toutes les tentatives échouèrent, et beaucoup d'aigrefins nous soutirèrent de l'argent en prétendant pouvoir la sauver.

Les seuls renseignements vrais nous furent fournis à la Libération par une jeune femme qui avait lié amitié avec ma soeur. A elle deux, elles recueillirent une petite fille de huit ans, arrêtée seule. Elles furent déportées toutes trois ensemble. Arrivée à Auschwitz l'enfant s'accrocha à Simone. Les mères avec enfants étaient systématiquement dirigées vers la chambre à gaz. Ainsi disparurent ma soeur et sa fille adoptive. C'était assez proche de la fin de la guerre ; l'autre jeune fille, occupée dans des ateliers travaillant pour la guerre, réussit à tenir le coup jusqu'à la Libération.

Lecteur, aie une pensée pour Simone, cette douce jeune fille, victime innocente de la barbarie nazie.

Le travail dans l'Isère continua. J'étais brûlée et fus emmenée au loin. Tous ceux qui me remplacèrent ensuite finirent par être arrêtés et déportés.

Je n'ai jamais revu Renée, dont j'ai eu toutefois souvent des nouvelles. Elle vit en Israel, dans un kibboutz.

7 Une retraite pas si paisible que cela !

Limoges, fin février 1944 à fin août 1944

Je devais quitter Grenoble et l'Isère. Grenoble, cela avait été le feu de l'action, le danger à chaque minute. J'étais « brûlée », ma tête paraît-il mise à prix. J'avais trop circulé dans la campagne, dans la montagne, en ville même, pour pouvoir encore être utile. Des amis m'entraînèrent jusqu'à Valence où l'un d'eux m'hébergea.

Il me fallait dans l'immédiat une nouvelle identité, car le nom sous lequel j'étais connue à Grenoble n'était plus valable, et un travail, car à cette heure je n'avais que l'aide de mes amis pour subsister.

J'avais en poche un certificat d'ondoiement vierge, dont il serait trop long de relater ici l'origine. Avec cela, je me risquai à la Préfecture. J'entre dans le bureau de l'Etat-Civil, tends mon papier et une photo et explique que j'ai perdu ma carte d'identité, qu'il m'en faut une autre. L'employé ne me regarde pas. Sans lever la tête, il s'informe de mon adresse. Je choisis au hasard un nom de rue que, certes, je n'aurais pu situer. Il colle la photo, appose les tampons nécessaires, et me tend le tout sans davantage regarder.

Sois remercié, ami inconnu, qui m'a permis comme sans doute à d'autres de poursuivre ma route.

De Valence je me dirigeai sur Limoges où devait habiter Janine, un membre de notre réseau susceptible, espérais-je, de m'héberger dans un premier temps. J'y suis arrivée un soir, seule. J'ai frappé à la porte de la maison où aurait dû habiter Janine. Une fenêtre s'est ouverte au premier étage. « Il n'y a personne ! Elle est partie. » Et la fenêtre s'est refermée.

J'ai donc couché une nuit, deux nuits, trois nuits dans la salle d'attente de la gare. Il n'y avait pas de clochards, alors, mais des gens « très bien » qui jetaient sans cesse des regards furtifs autour d'eux, en semblant s'ignorer.

Après trois jours de recherches, je trouvai une piaule dans une rue dont je regrette d'avoir oublié le nom pittoresque. L'aspect était peu engageant, mais le prix modique, comme le confort. Cette rue, comme je l'ai su plus tard, était le quartier général des prostituées, et chaque fois que j'ai eu à donner mon adresse, cela a suscité un froncement de sourcils étonné.

J'errai dans la ville à la recherche du Docteur M. dont des amis parisiens m'avaient donné l'adresse. Ce vieux monsieur, assez froid, ne pouvait m'aider à trouver du travail. Toutefois, il m'assura qu'il répondrait de moi si on l'interrogeait, cela par amitié pour nos amis P. ; puis il me souhaita bon courage.

Je sortis de chez lui, continuant d'errer dans cette ville inconnue, dont j'ai finalement gardé un bon souvenir, mais qui ce jour-là me sembla froide et laide.

La chance, encore une fois, me servit. Une grande bâtisse blanche, avec un petit jardin à l'entrée, attira mon attention. En lettres rouges, sur le fronton, ces mots magiques : *Croix-Rouge française*.

Avant de quitter Paris, j'avais suivi des cours de la Croix-Rouge et obtenu un diplôme d'aide médico-sociale, diplôme vrai si le nom sous lequel je me présentai ne l'était pas. Car j'ose entrer et m'informer si l'on a besoin d'une assistante de ce type. Et l'on me reçoit à bras ouverts : on recrute justement des assistantes médico-sociales formées, comme moi, rapidement. Le Général de Guillebon, le directeur, et son adjointe Madame de Villantroys sont des gens simples et cordiaux malgré leurs noms à particule. J'aimerais bien me confier davantage à eux, car c'est difficile, quand on hait le mensonge, de se présenter comme quelqu'un d'autre que soi-même. Aucun papier ne m'est réclamé. Je n'ai eu à donner que le nom de mon répondant, le docteur M., et je suis sûre qu'il a tenu sa promesse.

La Haute-Vienne et la Creuse étaient divisées en plusieurs secteurs, confiés chacun à une assistante avec pour charge de surveiller médicalement et socialement les enfants de prisonniers de guerre que l'on avait écartés des grandes villes pour leur éviter les bombardements.

Me voilà donc Marie-Madeleine Kervolet, aide médico-sociale de la Croix-Rouge française vêtue de la blouse bleu et blanc, le médaillon de la Croix-Rouge à la boutonnière, occupée à un travail qui paraît ressembler à celui que j'exerçais dans l'Isère, les dangers en moins, toutes les aides publiques en plus. Je me suis rendu compte par la suite qu'il y avait dans mon troupeau des enfants de prisonniers de guerre juifs qu'on y avait camouflés.

Mon territoire comprenait les communes de Magnac-Laval, Saint-Sulpice-les-Feuilles, Saint-Junien. Dès mon arrivée, je devrais me mettre en rapport avec le représentant local de la Croix-Rouge, avec le médecin désigné, et également avec le Secours National.

En plus de cela, mais à titre bénévole, et sans obligation, on me demandait de bien vouloir marrainer un jeune soldat africain parmi les malheureux qui étaient bloqués à Limoges par la guerre et qui, logés dans des conditions scandaleuses dans des salles de classe désaffectées, souffraient de solitude, de tuberculose, de faim, de froid, de misère tout court, après avoir combattu, loin de chez eux, pour servir la France.

Mes collègues, des jeunes filles pour la plupart, fraîchement recrutées comme moi, accueillirent cette Parisienne avec beaucoup de gentillesse. Nos rapports étaient toujours cordiaux, mais elles étaient parfois étonnées par ma réserve et ma

discrétion sur ma vie privée. Je ne me sentais pas la force de me mêler à leurs sorties ou à leurs petites fêtes. On mangeait encore bien dans les restaurants de la région, mais sans lien familial en ville, mon maigre salaire me permettait tout juste de subsister et de gâter un peu ma plus jeune soeur, dont j'avais la charge et qui était cachée dans un couvent.

Je commençai donc mes tournées. J'avais trouvé une nouvelle chambre à Limoges, d'où je rayonnais. Le vélo qu'on me confia ne valait pas grand chose, et l'on ne trouvait pas facilement des rustines pour les réparations. Je marchais donc souvent à côté de lui, ou le hissais dans le tram quand c'était possible – d'autant que je ne pouvais entendre le bruit des véhicules et les chants des Allemands sur les routes sans sursauter et descendre de bicyclette.

Dans chacune des trois communes, dès mon arrivée, j'allais trouver le représentant de la Croix-Rouge et le médecin. Chacun me prenait pour confidente de ses démêlés avec l'autre. Les médecins, en général, s'indignaient que les bonnes dames d'oeuvre voulussent être les premières à recevoir les blessés en gare, avant le docteur. Mais quels blessés attendaient-ils ?

Généralement, le représentant de la Croix-Rouge était un personnage important, avec château, manoir ou belle demeure imposante, avec parcs ou dépendances, fermes ou métairies. Les trois m'ont toujours généreusement reçue et invitée à déjeuner, ou à dîner quand je restais passer la nuit sur place. C'étaient des repas dont j'avais perdu jusqu'au souvenir. La guerre, malgré les soldats en vert, leur paraissait loin.

Bien que souvent mal à l'aise dans ma nouvelle identité, je travaillais avec acharnement. Cela leur plaisait, et ils se montraient souvent paternels ou maternels avec moi. Je conserve un souvenir ému de leur gentillesse.

La bonne dame de Magnac-Laval, malgré ses titres nobiliaires, vivait assez chichement au milieu de ses métairies, mais elle ne me laissait jamais repartir sans quelques oeufs. Le châtelain de Saint-Junien, dont je n'ai pas oublié le nom, Monsieur Petit, m'offrit un jour un kilo de glands grillés qui me permirent des petits déjeuners somptueux. Quant à cette vieille grand-mère de Saint-Junien rencontrée dans ma tournée, sous la pluie, elle m'obligea à venir avec elle me sécher près de sa grande cheminée, puis m'emmena dans un boutique où, à ma grande honte, elle choisit un imperméable confortable pour me l'offrir...

Les familles d'accueil se montraient aussi très hospitalières, et l'on m'apportait toujours une tasse de café qui bouillait en permanence sur la cuisinière, ou un morceau de clafoutis. Mais leur rusticité, leur méconnaissance de l'hygiène me sidéraient. Ils étaient beaucoup plus éloignés de la civilisation que les paysans de l'Isère. Très souvent, hommes, femmes, enfants et animaux cohabitaient dans la même pièce.

Dans chaque commune, une grande salle était mise à notre disposition une fois par mois, et avec le médecin nous discutons de chaque enfant dont j'avais la responsabilité et que le parent nourricier nous amenait. La plupart du temps, ces

petits citadins venus de Lyon, Bordeaux ou Paris se développaient bien au bon air de la région, en dépit du manque de confort. A la différence de mes enfants de l'Isère qui ne recevaient aucune nouvelle de leurs parents dans leur cachette, ceux-ci gardaient des rapports avec leur mère. La vie à la ferme leur plaisait assez. Il y eut des exceptions, et le regard de ce garçonnet de douze ans que les parents nourriciers refusaient de garder parce qu'il était énurésique, et que l'on avait dû laisser à l'hôpital, me poursuit encore.

Il y eut d'autres problèmes quand le médecin jugeait un enfant mal placé ou mal nourri. Deux petites filles confiées aux religieuses d'un couvent faillirent susciter une guerre de religion dans le village quand le médecin exigea leur déplacement. Le dévouement des bonnes soeurs n'était pas en cause, mais leur manque de pédagogie, leur rigorisme, et leur dénuement...

Une autre fois, le médecin s'offusqua du placement de deux enfants dont la rumeur faisait des lesbiennes. Il y eut aussi un cas de viol d'une fillette de dix ans.

Je travaillais donc, mais avec un certain sentiment d'irréalité. Heureusement je rencontrai enfin un lointain cousin qui, ingénieur à la SNCF, et colonel dans la Résistance-Fer, me fit participer à quelques missions, facilitées par mon costume d'infirmière de la Croix-Rouge. Cela me permit aussi d'être au courant des progrès de la Résistance, et d'entendre plus souvent la radio de Londres.

Les Allemands s'énervaient. Ils tiraient sur les civils selon leur humeur du moment, et des placards apparurent sur les murs, interdisant à chacun, sous peine d'arrestation, de soigner ou d'aider les blessés par balles. C'est d'ailleurs l'époque d'Oradour-sur-Glane, situé non loin de Limoges, et qui me remet en mémoire un tragique épisode.

J'attendais un tramway pour rentrer à Limoges, quand des soldats survinrent et sans raison apparente se mirent à tirer sur la foule, blessant un homme qui se trouvait à l'arrêt du tram avec son garçonnet d'une douzaine d'années. Les soldats se dispersèrent enfin. Quelqu'un alla quérir un médecin. Celui-ci accepta de venir, mais refusa de soigner le blessé, nous donnant seulement le conseil de le maintenir à tout prix, pour éviter que la balle ne remontât au coeur. Il partit en nous laissant le soin de hisser l'homme dans le tramway qui arrivait. Rappelons-nous les vieux tramways aux banquettes de bois, avec un accoudoir, et trop courtes pour y étendre un adulte. On l'installe donc tant bien que mal. L'enfant prostré s'assied à ses côtés. Une voyageuse et moi-même nous efforçons de maintenir la victime qui commence à s'agiter et à délirer. Le trajet nous paraît bien long jusqu'à Limoges, et nous échangeons peu de paroles.

A un moment, nous apercevons de nouveau des soldats qui font arrêter le tram. Les voyageurs, qui ont lu les menaces placardées sur les murs, disparaissent soudain sous les banquettes. L'autre voyageuse et moi-même, nous nous regardons, et continuons de maintenir le blessé qui s'agite de plus en plus. La porte du tram

s'ouvre. Mon coeur s'arrête de battre. « Cette fois-ci, je n'y échapperai pas. » Un soldat passe la tête, regarde le blessé, regarde ma compagne, me regarde, et... referme la porte. Rien ne s'est passé.

Mais je ris parfois au souvenir de tous ces gens blottis sous la banquette, croyant absurdement que ce pouvait être une protection.

Arrivées à Limoges, nous avons emmené notre patient et son fils à l'hôpital. Le lendemain, venant aux nouvelles, j'ai appris qu'il était mort.

Je dus une nouvelle fois changer de domicile. J'avais accepté d'héberger une amie résistante dans ma chambre. Elle a été suivie et les Allemands sont venus la chercher pour l'emprisonner. J'avais été retenue dans la campagne, les bombardements alliés ayant détruit une partie du réseau ferré, ce qui, une fois de plus, m'a valu d'être épargnée.

Mais c'était la fin. Les prisonniers ne partaient plus en Allemagne faute de trains, et ils furent assez vite libérés, en même temps que la ville. Le bruit a couru qu'un accord était intervenu entre les Maquisards et les Allemands. Ceux-ci acceptaient de ne pas détruire la ville si on les laissait partir. Nous, les Croix-Rouge, nous étions de service nuit et jour en cas de bataille et de blessés ; mais finalement nous n'eûmes guère à intervenir.

Après le départ des Allemands, Limoges connut des moments de folie. Il y eut de la joie et de modestes banquets de salades et d'ersatz dans bien des chambres, mais aussi des ratés, des dissensions entre les différents groupes de résistants : Armée Secrète, FFI, soldats mongols qui avaient déserté l'armée allemande et se mêlaient aux Résistants.

Cette fois, c'étaient les collaborateurs qui s'enfuyaient. J'ai failli être victime d'un incident tragi-comique, un jour que dans ma tournée j'ai dû présenter mes papiers à un jeune FFI d'environ dix-huit ans, qui voulait que ces papiers fussent faux. Il l'étaient en effet, je n'avais pas pu rétablir ma véritable identité, mais je tentai de lui expliquer que j'étais juive et que j'avais donc dû vivre sous un nom d'emprunt. Il me répondit que tous les collabos se prétendaient juifs, à présent, pour échapper à la vindicte populaire...

Je ne quittai Limoges qu'après la Libération de Paris et le rapatriement de mes ouailles. Naturellement je rétablis avec soulagement ma véritable identité. Mes confidences furent accueillies avec une compréhension et une gentillesse émouvantes. Monsieur de Guillebon me remit une lettre que j'ai conservée précieusement. Mes collègues m'assurèrent une fois de plus de leur amitié et m'apportèrent des cadeaux touchants pour mon père et ma jeune soeur dont elles connaissaient l'existence.

J'eus même droit à un ordre de mission destiné à faciliter mon retour à Paris. Les ponts étaient détruits, le réseau ferré désorganisé, les trains rares.

Je voulus remercier le docteur M. en lui envoyant des fleurs. Il ne s'est pas manifesté. Les trois représentants de la Croix-Rouge de Magnac-Laval, Saint-Julien et Saint-Sulpice des Feuilles, eux non plus, n'ont pas répondu à mes lettres de remerciements. Ils étaient sans doute trop loin des événements pour comprendre et excuser mon subterfuge.